



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/50/L.69
11 avril 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Maroc : projet de résolution

Administration publique et développement

L'Assemblée générale,

Gardant à l'esprit le rythme rapide des changements économiques mondiaux et leurs conséquences pour tous les pays, en particulier les pays en développement, et l'importance critique que revêt l'existence d'institutions publiques, de systèmes administratifs et de procédures administratives efficaces et d'une gestion financière saine pour que ces changements contribuent au progrès économique et social et au développement durable,

Reconnaissant qu'il faut que l'action efficace de l'État et de l'administration publique réponde aux besoins de la population, afin d'assurer à tous l'accès à des services et à des actifs productifs de qualité et de créer un climat favorable au développement durable et à la production de services de qualité,

Affirmant que les États ont le droit et la responsabilité d'établir des pouvoirs publics, des procédures et des systèmes administratifs et des systèmes responsables de gestion financière fondés sur le respect de la légalité,

Réaffirmant qu'il est important d'encourager la coopération entre tous les pays en vue d'améliorer la qualité de l'administration publique, notamment en encourageant une conception participative du développement, la fourniture de services sociaux de base, la mise en oeuvre de politiques de dépaupérisation et la création de conditions favorables à la croissance économique, à la justice sociale et au développement durable,

Reconnaissant que l'Organisation des Nations Unies a pour rôle d'aider les gouvernements à assurer le maintien de fonctions et de services gouvernementaux de base en période de crise et d'élaborer des stratégies de reconstitution d'une administration publique viable dans les pays qui, après un conflit, s'attellent au relèvement et à la reconstruction,

Prenant acte du fait que le système des Nations Unies, répondant aux demandes des États Membres, a élargi son appui à l'administration publique en y incluant divers aspects de la bonne gestion des affaires publiques, y compris la réforme électorale, juridique et judiciaire, et le renforcement de la société civile,

Rappelant la Déclaration de Tanger¹, adoptée par la Conférence panafricaine des ministres de la fonction publique, qui s'est tenue au Maroc les 20 et 21 juin 1994,

Rappelant également sa résolution 49/136 du 19 décembre 1994 intitulée "Administration publique et développement",

Rappelant en outre la décision 1996/215 du Conseil économique et social en date du 2 avril 1996,

Soulignant l'importance d'un fonctionnement efficace du secteur public, qui est la base du développement institutionnel et humain stable et durable de tous les pays,

Notant qu'une plus grande efficacité de l'action de la puissance publique suppose un renforcement et une meilleure efficacité des capacités d'administration publique et de gestion financière, pour que la fonction publique réponde aux besoins de l'économie et de la société civile et puisse fournir des services de qualité,

Soulignant les avantages, pour tous les pays, d'un échange de vues et de données d'expérience, afin d'encourager une meilleure compréhension et un meilleur exercice des divers rôles et fonctions de l'État et de l'administration publique, ces échanges ayant lieu notamment dans le contexte de la coopération Sud-Sud et de la coopération interrégionale,

Reconnaissant que le rôle de l'administration publique peut être considéré comme consistant à améliorer la croissance économique et la justice sociale, à faciliter le développement de l'infrastructure et à protéger l'environnement, à encourager les partenariats, à gérer les programmes de développement et à maintenir un cadre juridique et réglementaire solide,

Constatant que les sociétés, les gouvernements, l'économie et l'administration publique ne sont plus isolés et soumis aux seules tendances nationales, et que les conditions de l'interaction mondiale évoluent à un rythme rapide,

Reconnaissant que les systèmes d'administration publique doivent être à la fois souples et adaptés et dynamiques,

¹ Voir A/49/495, annexe.

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur l'administration publique et le développement² et des propositions qu'il contient;

2. Prenant également acte avec satisfaction du rapport du Groupe d'experts de l'administration et des finances publiques³;

3. Constate que dans le domaine de l'administration publique et du développement, les gouvernements, les Nations Unies et la communauté internationale se trouvent face à un ensemble de tâches et de tendances communes incluant :

a) L'évolution rapide des conditions intérieures et internationales, une demande grandissante de services et la nécessité de refondre l'administration publique pour qu'elle puisse mieux y répondre;

b) La nécessité de mettre les gouvernements à même d'encourager le développement durable et l'accès de tous à des services de qualité et un accès équitable aux actifs productifs;

c) Une demande grandissante de participation, de transparence et de responsabilité financière;

d) La nécessité de mieux définir et promouvoir le rôle des Nations Unies en tant que centre d'excellence, à vocation mondiale, pour l'administration publique et le développement;

e) La nécessité de définir au mieux le rôle des Nations Unies, pour que l'Organisation réponde mieux aux nouvelles questions de gestion publique posées par le développement durable;

f) La reconnaissance du fait que l'amélioration des systèmes administratifs est une tâche continue et une importante condition préalable du développement durable;

4. Constate également que, pour accomplir ces tâches, les administrations publiques doivent être solides, efficaces, bien équipées et dotées des capacités et d'un potentiel appropriés;

5. Reconnaît que les États Membres doivent renforcer leurs capacités pour se doter d'une administration publique efficace capable d'encourager le développement durable et établir les conditions d'une bonne gestion des affaires publiques, ce à quoi les organisations non gouvernementales et le secteur privé pourraient apporter une contribution importante;

² A/50/847-E/1996/7.

³ A/50/525-E/1995/122.

6. Souligne qu'il faut que l'administration publique élargisse et remplisse plus activement son rôle dans les stratégies nationales de développement en :

- a) Veillant au respect de la légalité;
- b) Renforçant sa capacité d'élaborer des politiques et d'assurer une bonne gestion financière;
- c) Encourageant l'utilisation efficace des techniques de l'information;
- d) Établissant des programmes de formation à l'intention de hauts fonctionnaires, afin d'améliorer la capacité des pouvoirs publics de mieux résoudre les problèmes nouveaux;
- e) Veillant à ce que les services fournis par le secteur public ou le secteur privé répondent mieux et de façon plus efficace aux besoins;
- f) Créant des conditions permettant et même encourageant l'activité du secteur privé;
- g) Systématisant, suivant et évaluant les programmes sociaux, de façon à permettre aux administrations de bien mesurer leur incidence et de trouver un équilibre entre les préoccupations locales, nationales et internationales, et de façon à faciliter la mise en oeuvre de stratégies et de programmes d'action;
- h) Mettant au point des stratégies de reconstruction d'une administration viable dans les pays qui, après un conflit, passent par une période de relèvement et de reconstruction;
- i) Encourageant les pouvoirs publics à développer un potentiel transsectoriel et multidisciplinaire à l'appui de toutes les phases du développement;

7. Invite les gouvernements à renforcer leurs capacités en matière d'administration et de finances publiques en introduisant des réformes dans le domaine de l'administration et de la gestion du secteur public et en mettant l'accent sur l'accroissement de la productivité, l'obligation redditionnelle et l'adéquation des institutions publiques;

8. Note qu'on garantira le mieux le succès des mesures prises par les gouvernements en vue d'améliorer leur administration publique en continuant à s'attacher à accroître la productivité grâce à une politique cohérente de réforme de la fonction publique, en assujettissant l'administration à l'obligation redditionnelle dans un cadre juridique de manière à renforcer la transparence, et en veillant à ce que l'administration réponde aux besoins de la situation fondée sur la fourniture décentralisée des biens et des services;

9. Reconnaît l'importance des conférences des Nations Unies sur le développement durable qui se sont tenues récemment et demande instamment qu'on mette en place les moyens nécessaires pour que l'administration publique puisse s'acquitter des obligations convenues de manière efficace et coordonnée;

10. Constate que les activités et programmes des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement peuvent répondre le mieux aux besoins des États Membres :

a) En fournissant des services consultatifs et une assistance technique dans le domaine de la restructuration administrative pour appuyer la libéralisation économique, la décentralisation, la réforme municipale, le développement axé sur la population; et en renforçant la capacité des instituts de formation;

b) En contribuant à la création dans les pays en développement et les pays en transition de groupes de "modification de la gestion";

c) En aidant, sur leur demande, les pays en développement et les pays en transition, à se doter des moyens nécessaires pour assurer le développement socio-économique;

d) En participant à l'établissement de procédures pour évaluer les effets que les projets d'infrastructure peuvent avoir sur l'environnement;

e) En aidant les pays à tâcher de moderniser leur législation en matière de gestion des ressources humaines, en particulier en ce qui concerne les lois relatives à la fonction publique;

f) En apportant une assistance à tous les stades du rétablissement et de la restructuration des institutions d'administration publique;

11. Souligne l'importance d'une synergie accrue entre le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies en matière d'administration et de finances publiques et les organismes issus des accords de Bretton Woods en vue de maximiser la capacité du système des Nations Unies de traiter des questions de fond aussi bien que des aspects techniques;

12. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées pour veiller à ce que le système des Nations Unies, et en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies en matière d'administration et de finances publiques, mènent à bien les activités suivantes avec efficacité et en évitant tout double emploi :

a) Servir de centre d'échange d'informations et de données d'expérience sur les faits nouveaux et les pratiques les meilleures dans le domaine de l'administration publique;

b) Mener des travaux de recherche sur des systèmes et procédures efficaces en matière d'administration publique en accordant une attention particulière à la fonction publique, aux structures administratives et à la réorganisation administrative, à la décentralisation, à la gestion de l'aide, à l'obligation redditionnelle, à la gestion financière, au pouvoir central et aux administrations locales, aux méthodes de relèvement et de reconstruction de l'administration et des services administratifs après les conflits, et veiller à ce que les résultats de ces travaux de recherche soient communiqués rapidement aux États Membres;

c) Fournir aux États Membres sur leur demande des services consultatifs sur les mesures publiques à prendre pour renforcer les systèmes et les institutions en matière d'administration et de finances publiques de manière à mettre les institutions nationales et locales mieux à même d'offrir de fournir des services publics efficaces à tous;

d) Fournir également aux États Membres sur leur demande des services consultatifs touchant la mise en place du solide cadre juridique et réglementaire qui est indispensable pour promouvoir le développement durable et renforcer le secteur privé;

e) Donner la priorité à l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes de formation destinés aux fonctionnaires de pays en développement et en transition intéressés de manière à maximiser les capacités disponibles sur le plan des ressources humaines pour faire face aux problèmes de gestion publique, et notamment mettre au point des programmes de formation spéciaux à l'intention des nationaux de pays sortant de situations de conflit où des activités spéciales de relèvement et de reconstruction des services administratifs et de l'administration publique s'imposent;

f) Renforcer, selon que de besoin, les centres régionaux en coopération avec les commissions régionales de l'ONU et d'autres organisations régionales compétentes pour assurer un partage des connaissances et des données d'expérience en matière d'administration publique et des tendances qui se dessinent dans les régions et pour promouvoir la coopération Sud-Sud et interrégionale;

g) Renforcer le réseau des institutions spécialisées dans la formation et la recherche en matière d'administration publique et de gestion aux niveaux national, régional et international afin de mieux diffuser l'information disponible et de mieux coordonner la coopération bilatérale et multilatérale dans ce domaine;

13. Invite la communauté internationale à reconnaître que l'administration et la conduite des affaires publiques jouent un rôle important dans le développement humain durable et le maintien de la paix et de la stabilité et à fournir aux programmes d'assistance les ressources adéquates pour améliorer l'administration publique dans les pays en développement, les pays en transition et les pays se trouvant dans des situations spéciales;

14. Recommande que le Groupe d'experts de l'administration et des finances publiques devienne la Commission de l'administration publique et du développement, ainsi qu'il est envisagé au paragraphe 140 du rapport du Secrétaire général⁴;

⁴ A/50/847-E/1996/7.

15. Recommande aussi qu'on crée le mécanisme approprié, dans le cadre existant du Comité administratif de coordination, afin d'assurer la coordination maximum des activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'administration publique et du développement, en particulier entre le Programme des Nations Unies en matière d'administration et de finances publiques, le Programme des Nations Unies pour le développement et les organismes issus des accords de Bretton Woods;

16. Recommande en outre d'inscrire la question de l'administration publique et du développement à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui l'examineraient régulièrement tous les deux ans;

17. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante et unième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.
